



Assemblée générale

Distr.
GENERALE
1 février 2005

Français
Original: Anglais

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

RECUEIL DE JURISPRUDENCE CONCERNANT LES TEXTES DE LA CNUDCI (CLOUT)

Table des matières

Décisions concernant la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA)	Page
Décision 517: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al. (6 juillet 2000)	4
Décision 518: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Ever Rise Engineering Limited c. Dah Chong Hong (17 novembre 2000)	4
Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)	5
Décision 520: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd. (2 février 2001)	6
Décision 521: LTA 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, F. & D. Building Services Engineering Co. Ltd. c. Chevalier (E. & M. Contracting) Ltd. (23 février 2001).	6
Décision 522: LTA 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Paladin Agricultural Ltd. et al. c. Excelsior Hotel (Hong Kong) Ltd. (6 mars 2001)	7
Décision 523: LTA 6 1); 16 3) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Weltime Hong Kong Ltd. et al. c. Ken Forward Engineering Ltd. (6 mars 2001)	8
Décision 524: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Leung Kwok Tim c. Building Federal (Hong Kong) Ltd. (17 mars 2001)	9



Décision 525: LTA 8 1); 16 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Daily Win Engineering Limited c. The Incorporated Owners of Greenwood Terrace (7 juin 2001)

9

Introduction

La présente compilation de sommaires de jurisprudence s'inscrit dans le cadre du système de collecte et de diffusion de renseignements sur les décisions judiciaires et sentences arbitrales concernant des conventions et lois types émanant des travaux de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). On trouvera des renseignements sur les caractéristiques du système et sur son utilisation dans le Guide de l'utilisateur (A/CN.9/SER.C/GUIDE/1/Rev.1). Le recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI peut être consulté sur le site Web de la Commission (<http://www.uncitral.org>).

Les numéros 37 et 38 du Recueil de jurisprudence ont introduit plusieurs nouveautés. Premièrement, la table des matières qui figure en première page indique les références complètes de chaque décision dont il est rendu compte dans les sommaires ainsi que les différents articles de chaque texte qui sont interprétés par la juridiction étatique ou le tribunal arbitral. Deuxièmement, l'adresse Internet (URL) à laquelle on trouvera le texte intégral des décisions en langue originale de même que les adresses Internet des éventuelles traductions dans une ou plusieurs langues officielles de l'ONU sont indiquées dans l'en-tête de chaque décision (il est à noter que la mention de sites Web autres que les sites officiels des organismes des Nations Unies ne constitue pas une approbation de ces sites par l'ONU ou la CNUDCI ; en outre, les sites Web sont fréquemment modifiés ; toutes les adresses Internet indiquées dans le présent document sont opérationnelles à compter de la date de soumission du document). Troisièmement, les sommaires des décisions interprétant la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage comprennent désormais des mots clés correspondant à ceux qui figurent dans le Thésaurus de la CNUDCI pour la Loi type sur l'arbitrage commercial international, élaboré par le secrétariat de la Commission en consultation avec les correspondants nationaux, et qui figurent dans le futur recueil analytique de jurisprudence concernant cette loi. Enfin, un index complet a été inséré à la fin du document pour faciliter la recherche à partir des références des décisions ou par pays, numéro d'article et (dans le cas de la Loi type sur l'arbitrage) mot clé.

Les sommaires ont été établis par des correspondants nationaux désignés par leur pays ou par d'autres personnes à titre individuel. On notera que ni les correspondants nationaux ni quiconque participant directement ou indirectement au fonctionnement du système n'assument de responsabilités en cas d'erreur ou d'omission ou d'autres problèmes.

Copyright© Nations Unies 2005
Imprimé en Autriche

Tous droits réservés. Les demandes de reproduction en tout ou partie du texte de la présente publication seront accueillies favorablement. Elles doivent être adressées au Secrétaire du Comité des publications des Nations Unies, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York, N. Y. 10017 (États-Unis d'Amérique). Les gouvernements et institutions gouvernementales peuvent reproduire en tout ou partie le texte de la présente publication sans autorisation mais sont priés d'en informer l'Organisation des Nations Unies.

Décisions relatives à la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA)

Décision 517: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii)

Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance (Juge Burrell)

Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al.

6 juillet 2000

Original en anglais

Non publié

Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clés:** *exécution; ordre public; procédure; procédures arbitrales; sentence; sentence – annulation; sentence – reconnaissance et exécution; sentences arbitrales; tribunaux*]

Une sentence avait été rendue à l'étranger en faveur du deuxième demandeur.

Bien que le deuxième demandeur n'ait pas été partie au contrat de co-entreprise ni par conséquent à l'arbitrage, il était généralement admis qu'étant donné les circonstances spéciales auxquelles le tribunal arbitral était confronté, ce dernier avait compétence pour prononcer une telle sentence. Le deuxième demandeur avait été mis en liquidation en un lieu échappant à la juridiction de Hong Kong. Le premier demandeur avait demandé et obtenu le prononcé d'un jugement ordonnant l'exécution de la sentence en faveur du deuxième demandeur, conformément au paragraphe 1 de l'article 35 de la Loi type. Le premier défendeur avait soulevé différents arguments de procédure pour demander l'annulation de ce jugement. La Chambre a considéré que ces arguments étaient dépourvus de fondement.

Le premier défendeur avait fait valoir que la sentence ne devait pas être exécutée en raison d'une violation de l'ordre public de Hong Kong, conformément au paragraphe 2) b) ii) de l'article 34 et au paragraphe 1) b) ii) de l'article 36 de la Loi type. Des allégations de fraude avaient été avancées. Ces allégations n'avaient pas été formulées pendant l'arbitrage. La Chambre a considéré que ces allégations avaient simplement un caractère dilatoire et les a rejetées. La Chambre a rejeté la motion du premier défendeur tendant à obtenir l'annulation du jugement ordonnant l'exécution de la sentence.

Décision 518: LTA 7 1); 8 1)

Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance (Juge Burrell)

Ever Rise Engineering Limited c. Dah Chong Hong

17 novembre 2000

Original en anglais

Non publié.

Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clés:** *assistance judiciaire; clause compromissoire; compromis; convention d'arbitrage; procédure*]

Le défendeur avait demandé un sursis à la procédure en invoquant le paragraphe 1 de l'article 8 de la Loi type, faisant valoir qu'il n'y avait pas de différend. La Chambre a constaté que, si certains points étaient admis, d'autres restaient en litige.

Le demandeur avait alors fait valoir qu'il existait un accord de règlement qui primait sur le contrat. Cet accord ne contenait pas de clause compromissoire conformément au paragraphe 1 de l'article 7 de la Loi type. La Chambre s'est dite dans l'incapacité de parvenir à la conclusion que l'accord de règlement constituait un contrat différent et distinct, de sorte que ledit accord ne primait pas sur les dispositions du contrat originel.

Enfin, le demandeur avait fait valoir que la clause compromissoire figurant dans le contrat ne s'appliquait pas à la procédure.

La Chambre a considéré que la portée des différends qui pouvaient être soumis à l'arbitrage était très étroite. Elle a exprimé l'opinion que les questions soumises à l'examen du tribunal arbitral ne relevaient pas de la clause compromissoire, et la demande tendant à obtenir un sursis à la procédure a été rejetée sur la base du paragraphe 1 de l'article 8 de la Loi type.

Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv)

Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance (Juge Burrell)

Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd.

8 décembre 2000

Publié en anglais: [2001] 3 HKC 395

Sommaire établi par Ben Beaumont

[mots clés: *exécution; procédure; procédure arbitrale; garanties prévues par la loi; sentence; sentence – annulation; sentence – reconnaissance et exécution; sentences arbitrales; tribunal arbitral; tribunaux]*

Le demandeur avait demandé le prononcé d'un jugement ordonnant l'exécution d'une sentence étrangère, conformément au paragraphe 1 de l'article 35 de la Loi type. Le défendeur avait demandé à la Chambre d'annuler la sentence.

Le défendeur avait fait valoir que des raisons de procédure s'opposaient à l'exécution de la sentence. La Chambre a considéré que les différents amendements apportés à la loi applicable en matière d'arbitrage autorisaient l'exécution de la sentence.

Le défendeur avait fait valoir que la sentence devrait être annulée pour le motif que la procédure arbitrale n'avait pas été conforme à l'accord intervenu entre les parties sur la base du paragraphe 2) b) iv) de l'article 34 et du paragraphe 1) a) iv) de l'article 36 de la Loi type. Il avait fait valoir en outre que le tribunal arbitral aurait dû appliquer le règlement antérieur et non le règlement amendé.

La Chambre a décidé, sur la base du paragraphe 1 de l'article 36 de la Loi type, de statuer en faveur du demandeur. Le défendeur n'avait pas fait valoir ces arguments devant le tribunal arbitral, lequel n'avait par conséquent pas pu statuer sur ce point.

Le défendeur avait fait valoir qu'il n'avait pas pu présenter comme il convient sa thèse, au sens du paragraphe 2) a) ii) de l'article 34 et du paragraphe 1) a) ii) de l'article 36 de la Loi type. La Chambre a rejeté la motion du défendeur tendant à obtenir l'annulation du jugement reconnaissant le caractère exécutoire de la sentence.

Décision 520: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii)

Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance (Juge Burrell)

Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd.

Original en anglais

2 février 2001

Publié en anglais: [2001] 3 HKC 521

Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clés:** *convention d'arbitrage; exécution; ordre public; procédure; procédure arbitrale; sentence; sentence – annulation; sentence – reconnaissance et exécution; sentences arbitrales*]

Le demandeur avait demandé et obtenu le prononcé d'un jugement ordonnant l'exécution d'une sentence étrangère conformément au paragraphe 1 de l'article 35 de la Loi type. Le défendeur, pour sa part, avait demandé l'annulation dudit jugement, conformément au paragraphe 2) b) ii) de l'article 34 et au paragraphe 1) b) ii) de l'article 36 de la Loi type, faisant valoir qu'il existait entre les parties un accord oral qui prévalait sur les autres conventions entre elles, selon lequel la sentence ne pouvait avoir de caractère exécutoire.

Le défendeur avait fait valoir qu'il était intervenu entre les parties un accord oral sur le fait que, quel que fût le résultat de la procédure arbitrale, le montant que la partie perdante serait tenue de payer, le cas échéant, ne serait dû que dans certaines conditions, qui ne seraient pas connues du tribunal arbitral. Il avait ajouté que la Chambre devait admettre la présentation de preuves orales pour déterminer l'existence dudit accord oral. La Chambre a refusé d'entendre les témoignages, l'accord n'ayant jamais été établi sous forme écrite. L'arbitrage ne mentionnait aucunement l'existence du prétendu accord.

La Chambre a alors examiné les incidences d'une demande en annulation pour le motif que l'ordre public aurait été violé, déclarant qu'une sentence arbitrale ne devait être annulée pour ce motif qu'en cas de violation des principes les plus élémentaires de moralité et de justice.

La Chambre a relevé que l'un des éléments à prendre en considération était le fait que le demandeur n'avait pas soulevé la question de l'ordre public devant les tribunaux dans le pays où la sentence avait été rendue.

La Chambre, se fondant sur le paragraphe 1 de l'article 35, le paragraphe 2) b) ii) de l'article 34 et le paragraphe 1) b) ii) de l'article 36 de la Loi type, a rejeté la demande du défendeur tendant à obtenir l'annulation du jugement reconnaissant le caractère exécutoire de la sentence.

Décision 521: LTA 8 1)

Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance (Juge Burrell)

F & D Building Services Engineering Co Ltd. c. Chevalier (E & M Contracting) Ltd.

23 février 2001

Publié en anglais: [2001] 3 HKC 403

Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clés:** *assistance judiciaire; convention d'arbitrage; procédure; tribunaux*]

Le demandeur avait entamé une procédure concernant des réclamations relatives à trois contrats de construction. Chacun de ces contrats comportait une clause compromissoire. Le défendeur avait demandé qu'il soit sursis à la procédure pour que les différends soient soumis à l'arbitrage, conformément au paragraphe 1 de l'article 8 de la Loi type. Le demandeur avait fait valoir qu'il n'existait pas de différend.

Pour ce qui est du premier contrat, le demandeur avait affirmé que la somme à payer avait fait l'objet d'un règlement à l'amiable. La somme à payer au titre du deuxième contrat était également sur le point de faire l'objet d'un règlement à l'amiable. Pour ce qui était du troisième contrat, le demandeur, bien que ne pouvant présenter à l'appui de sa thèse des preuves aussi solides, alléguait qu'il n'existait plus de différend.

Le défendeur avait fait valoir qu'il n'existait pas de reconnaissance dépourvue d'équivoque en ce qui concerne aussi bien l'existence d'une obligation que son montant, et que la signification de l'expression "montant dû", dans le contexte des négociations relatives au règlement à l'amiable du contrat, était également contestée. La Chambre a admis ce point de vue.

Le défendeur avait fait valoir que le paragraphe 1 de l'article 8 de la Loi type n'imposait aucunement au demandeur l'obligation de définir les termes du différend. La Chambre, souscrivant à cette considération, a relevé qu'il appartenait au juge de déterminer, au vu des preuves qui lui avaient été présentées au stade de la requête, s'il existait ou non un différend. Même dans le cas où certains éléments de la réclamation étaient indubitablement dus, il n'y avait pas lieu, par principe, de refuser en partie le sursis à la procédure et de renvoyer le reste à l'arbitrage.

La Chambre, se fondant sur le paragraphe 1 de l'article 8 de la Loi type, a fait droit à la requête du défendeur tendant à obtenir un sursis obligatoire à la procédure.

Décision 522: LTA 8 1)

Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance (Juge Burrell)

Paladin Agricultural Ltd. et al. c. Excelsior Hotel (Hong Kong) Ltd.

6 mars 2001

Publié en anglais: [2001] 2 HKC 215

Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clés:** *assistance judiciaire; convention d'arbitrage; procédure; tribunaux*]

Le premier demandeur, qui avait conclu un contrat de bail, était tenu d'obtenir de sa société mère une garantie de ses obligations. Les locaux loués à bail étaient utilisés comme restaurant au nom du deuxième demandeur. Cette utilisation était contraire aux dispositions du contrat de bail, selon lequel les locaux ne pouvaient pas être cédés à une tierce partie ni utilisés par celle-ci. Le restaurant avait été fermé. Le défendeur avait entamé une action contre la société mère du premier demandeur en invoquant la garantie qu'elle avait donnée. Par la suite, les premier et deuxième demandeurs avaient entamé une action contre le défendeur. Celui-ci avait demandé le sursis à la procédure intentée par le premier demandeur, en invoquant le paragraphe 1 de l'article 8 de la Loi type, ainsi que le sursis à l'action intentée par le deuxième demandeur, en attendant l'issue de l'arbitrage entre le premier demandeur et le défendeur.

Le premier demandeur avait fait valoir que le défendeur avait résilié la clause compromissoire conformément à l'accord intervenu dans la correspondance échangée entre

les avocats des parties. Dans sa correspondance, le défendeur avait demandé que le premier demandeur choisisse entre une action judiciaire et l'arbitrage. Les avocats du premier demandeur avaient répondu que ce dernier n'avait pas d'objection à opposer à ce que la question soit soumise aux tribunaux.

La Chambre a considéré que le fait de ne pas opposer d'objection ne constituait pas une renonciation au droit d'opter pour l'arbitrage, de sorte qu'il n'y avait pas de présomption d'accord de résiliation de la convention d'arbitrage. Il appartenait par conséquent au tribunal arbitral de décider de sa propre compétence, conformément au paragraphe 1 de l'article 16 de la Loi type.

Le premier demandeur avait fait valoir que le défendeur avait soumis des conclusions sur le fond des différends et ne pouvait pas invoquer la disposition du paragraphe 1 de l'article 8 de la Loi type relative au sursis à la procédure. La Chambre a décidé que l'action en garantie n'était pas sujette à l'arbitrage. Toutefois, les actes des premier et deuxième défendeurs découlaient de l'accord qui, lui, contenait une clause compromissoire. Le défendeur avait joint le premier demandeur à l'action en application de la garantie. Cet acte, a considéré la Chambre, ne constituait pas un choix positif de renoncer à l'arbitrage. La Chambre a fait droit à la requête du défendeur tendant à obtenir un sursis à la procédure intentée par les premier et deuxième demandeur jusqu'à la fin de la procédure arbitrale à laquelle devait être soumis le litige.

Décision 523: LTA 16 1); 16 3)

Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance (Juge Burrell)

Weltime Hong Kong Ltd. et al. c. Ken Forward Engineering Ltd.

6 mars 2001

Publié en anglais: [2001] 1 HKC 458

Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clés:** *compétence; juridiction; procédure; tribunal arbitral; tribunaux*]

La Chambre était appelée à se prononcer sur quatre points. Le point clé était l'argument présenté par le demandeur touchant la compétence des arbitres, sur la base du paragraphe 3 de l'article 16 de la Loi type. Le demandeur avait demandé à la Chambre de déclarer que les arbitres n'avaient pas compétence pour connaître du différend dont ils avaient été saisis.

Le demandeur souhaitait également faire appel de la décision rendue par la Chambre quant à la validité des décisions prises par l'arbitre au sujet de leur propre compétence, sur la base du paragraphe 1 de l'article 16 de la Loi type.

Le demandeur avait fait valoir que la décision rendue sur la question de la compétence était une sentence. De ce fait, il ne s'agissait pas d'une décision sur une question préliminaire et elle n'était pas sujette à appel. La Chambre a considéré que toute décision concernant la compétence, qu'elle soit qualifiée de "sentence" ou de "sentence provisoire", constituait une décision préliminaire précédant le prononcé d'une sentence quant au fond.

La Chambre a considéré que le demandeur n'avait pas le droit de faire appel.

Décision 524: LTA 7 1); 8 1)

Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance (Juge Burrell)

Leung Kwok Tim c. Building Federal (Hong Kong) Ltd.

17 mars 2001

Publié en anglais: [2001] 3 HKC 527

Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clés:** *assistance judiciaire; conclusions en défense; conditions de forme; convention d'arbitrage; documents; procédure; tribunaux*]

Le demandeur avait envoyé au défendeur une mise en demeure réclamant le paiement des factures présentées à ce dernier. Le défendeur avait demandé un sursis à la procédure en faveur de l'arbitrage, en se fondant sur le paragraphe 1 de l'article 8 de la Loi type.

La Chambre a relevé que l'existence d'une convention d'arbitrage n'était pas contestée.

Le demandeur avait fait valoir qu'il n'y avait pas de différend à soumettre à l'arbitrage. Lorsque les factures avaient été présentées, elles n'avaient pas été contestées, et le défendeur avait simplement demandé un délai de paiement. Les preuves sur ce point étaient uniquement des preuves orales. Le défendeur n'avait présenté aucun document à l'appui de ses affirmations.

La Chambre a relevé que la charge de la preuve de l'existence d'un différend reposait sur le défendeur. Un représentant du défendeur avait contesté à la fois l'existence de l'obligation et son montant. La Chambre a jugé qu'un différend existait effectivement à première vue et a fait droit à la requête du défendeur tendant à obtenir un sursis à la procédure en faveur de l'arbitrage, conformément au paragraphe 1 de l'article 8 de la Loi type.

Décision 525: LTA 8 1); 16 1)

Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance (Juge Burrell)

Daily Win Engineering Limited c. The Incorporated Owners of Greenwood Terrace

7 juin 2001

Original en anglais

Non publié.

Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clés:** *assistance judiciaire; contrats; convention d'arbitrage; juridiction; procédure; tribunaux*]

Le défendeur avait demandé un sursis à la procédure en faveur de l'arbitrage, sur la base du paragraphe 1 de l'article 8 de la Loi type.

Le demandeur avait soutenu qu'en dépit de l'accord intervenu entre les parties de soumettre les différends à l'arbitrage, les parties étaient par la suite convenues non pas de soumettre leurs différends à l'arbitrage mais plutôt de les porter devant les tribunaux.

Le demandeur se fondait sur un prétendu accord oral et sur la correspondance échangée par la suite. Dans leur première lettre, les représentants du défendeur avaient offert le choix entre l'arbitrage et une action en justice. Les avocats du défendeur avaient répondu que celui-ci souhaitait que le différend soit porté devant les tribunaux.

Le défendeur avait fait valoir que la correspondance entre les parties, considérée dans son ensemble, ne constituait pas un accord. À défaut, si la question n'était pas claire, l'arbitre devrait statuer sur ce point en usant du pouvoir de déterminer sa propre compétence conformément au paragraphe 1 de l'article 16 de la Loi type.

La Chambre est parvenue à la conclusion qu'il existait un différend quant au contenu de l'accord intervenu sur le point de savoir si le différend devait être soumis aux tribunaux ou à l'arbitrage et que la correspondance échangée ne constituait pas une offre et une acceptation valables. Il n'existait donc pas d'accord liant les parties de ne pas avoir recours à l'arbitrage. La Chambre a par conséquent fait droit à la requête du défendeur de surseoir à l'ensemble de la procédure en faveur de l'arbitrage, conformément au paragraphe 1 de l'article 8 de la Loi type.

Index de ce numéro

I. Décisions par pays et territoire

RAS de Hong Kong

Décision 517: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al. (6 juillet 2000)

Décision 518: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Ever Rise Engineering Limited c. Dah Chong Hong (17 novembre 2000)

Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)

Décision 520: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd. (2 février 2001)

Décision 521: LTA 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, F & D Building Services Engineering Co Ltd. c. Chevalier (E & M Contracting) Ltd. (23 février 2001)

Décision 522: LTA 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Paladin Agricultural Ltd. et al. c. Excelsior Hotel (Hong Kong) Ltd. (6 mars 2001)

Décision 523: LTA 16 1); 16 3) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Weltime Hong Kong Ltd. et al. c. Ken Forward Engineering Ltd. (6 mars 2001)

Décision 524: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Leung Kwok Tim c. Building Federal (Hong Kong) Ltd. (17 mars 2001)

Décision 525: LTA 8 1); 16 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Daily Win Engineering Limited c. The Incorporated Owners of Greenwood Terrace (7 juin 2001)

IV. Décisions par texte et article

Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA)

LTA 7 1)

Décision 518: Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Ever Rise Engineering Limited c. Dah Chong Hong (17 novembre 2000)

Décision 524: Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Leung Kwok Tim c. Building Federal (Hong Kong) Ltd. (17 mars 2001)

LTA 8 1)

Décision 518: Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Ever Rise Engineering Limited c. Dah Chong Hong (17 novembre 2000)

Décision 521: Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, F. & D. Building Services Engineering Co. Ltd. c. Chevalier (E. & M. Contracting) Ltd. (23 février 2001)

Décision 522: Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Paladin Agricultural Ltd. et al. c. Excelsior Hotel (Hong Kong) Ltd. (6 mars 2001)

Décision 524: Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Leung Kwok Tim c. Building Federal (Hong Kong) Ltd. (17 mars 2001)

Décision 525: - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Daily Win Engineering Limited c. The Incorporated Owners of Greenwood Terrace (7 juin 2001)

LTA 16 1)

Décision 523: Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Weltime Hong Kong Ltd. et al. c. Ken Forward Engineering Ltd. (6 mars 2001)

Décision 525: - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Daily Win Engineering Limited c. The Incorporated Owners of Greenwood Terrace (7 juin 2001)

LTA 16 3)

Décision 523: Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Weltime Hong Kong Ltd. et al. c. Ken Forward Engineering Ltd. (6 mars 2001)

LTA 34 2) a) ii)

Décision 519: *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)*

LTA 34 2) a) iv)

Décision 519: *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)*

LTA 34 2) b) ii)

Décision 517: *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al. (6 juillet 2000)*

Décision 520: *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd. (2 février 2001)*

LTA 35 1)

Décision 517: *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al. (6 juillet 2000)*

Décision 519: *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)*

Décision 520: *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd. (2 février 2001)*

LTA 36 1) a) ii)

Décision 519: *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)*

LTA 36 1) a) iv)

Décision 519: *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)*

LTA 36 1) b) ii)

Décision 517: *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al. (6 juillet 2000)*

Décision 520: *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd. (2 février 2001)*

V. Décisions par mots clés

Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA)

assistance judiciaire

Décision 518: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Ever Rise Engineering Limited c. Dah Chong Hong* (17 novembre 2000)

Décision 521: LTA 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *F. & D. Building Services Engineering Co. Ltd. c. Chevalier (E. & M. Contracting) Ltd.* (23 février 2001)

Décision 522: LTA 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Paladin Agricultural Ltd. et al. c. Excelsior Hotel (Hong Kong) Ltd.* (6 mars 2001)

Décision 524: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Leung Kwok Tim c. Building Federal (Hong Kong) Ltd.* (17 mars 2001)

Décision 525: LTA 8 1); 16 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Daily Win Engineering Limited c. The Incorporated Owners of Greenwood Terrace* (7 juin 2001)

clause compromissoire

Décision 518: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Ever Rise Engineering Limited c. Dah Chong Hong* (17 novembre 2000)

compétence

Décision 523: LTA 6 1); 16 3) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Weltime Hong Kong Ltd. et al. c. Ken Forward Engineering Ltd.* (6 mars 2001)

compromis

Décision 518: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Ever Rise Engineering Limited c. Dah Chong Hong* (17 novembre 2000)

conclusions en défense

Décision 524: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Leung Kwok Tim c. Building Federal (Hong Kong) Ltd.* (17 mars 2001)

contrats

Décision 525: LTA 8 1); 16 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Daily Win Engineering Limited c. The Incorporated Owners of Greenwood Terrace* (7 juin 2001)

convention d'arbitrage

Décision 518: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Ever Rise Engineering Limited c. Dah Chong Hong (17 novembre 2000)

Décision 520: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd. (2 février 2001)

Décision 521: LTA 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, F. & D. Building Services Engineering Co. Ltd. c. Chevalier (E. & M. Contracting) Ltd. (23 février 2001)

Décision 522: LTA 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Paladin Agricultural Ltd. et al. c. Excelsior Hotel (Hong Kong) Ltd. (6 mars 2001)

Décision 524: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Leung Kwok Tim c. Building Federal (Hong Kong) Ltd. (17 mars 2001)

Décision 525: LTA 8 1); 16 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Daily Win Engineering Limited c. The Incorporated Owners of Greenwood Terrace (7 juin 2001)

documents

Décision 524: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Leung Kwok Tim c. Building Federal (Hong Kong) Ltd. (17 mars 2001)

exécution

Décision 517: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al. (6 juillet 2000)

Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)

Décision 520: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd. (2 février 2001)

garanties prévues par la loi

Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)

jurisdiction

Décision 523: LTA 6 1); 16 3) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Weltime Hong Kong Ltd. et al. c. Ken Forward Engineering Ltd.* (6 mars 2001)

Décision 525: LTA 8 1); 16 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Daily Win Engineering Limited c. The Incorporated Owners of Greenwood Terrace* (7 juin 2001)

ordre public

Décision 517: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al.* (6 juillet 2000)

Décision 520: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd.* (2 février 2001)

procédure

Décision 517: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al.* (6 juillet 2000)

Décision 518: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Ever Rise Engineering Limited c. Dah Chong Hong* (17 novembre 2000)

Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd.* (8 décembre 2000)

Décision 520: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd.* (2 février 2001)

Décision 521: LTA 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *F. & D. Building Services Engineering Co. Ltd. c. Chevalier (E. & M. Contracting) Ltd.* (23 février 2001)

Décision 522: LTA 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Paladin Agricultural Ltd. et al. c. Excelsior Hotel (Hong Kong) Ltd.* (6 mars 2001)

Décision 523: LTA 6 1); 16 3) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Weltime Hong Kong Ltd. et al. c. Ken Forward Engineering Ltd.* (6 mars 2001)

Décision 524: LTA 7 1); 8 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, *Leung Kwok Tim c. Building Federal (Hong Kong) Ltd.* (17 mars 2001)

Décision 525: LTA 8 1); 16 1) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Daily Win Engineering Limited c. The Incorporated Owners of Greenwood Terrace (7 juin 2001)

procédures arbitrales

Décision 517: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al. (6 juillet 2000)

Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)

Décision 520: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd. (2 février 2001)

sentence

Décision 517: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al. (6 juillet 2000)

Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)

Décision 520: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd. (2 février 2001)

sentence - annulation

Décision 517: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al. (6 juillet 2000)

Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)

Décision 520: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd. (2 février 2001)

sentence – reconnaissance et exécution

Décision 517: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al. (6 juillet 2000)

Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première

instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)

Décision 520: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd. (2 février 2001)*

sentences arbitrales

Décision 517: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al. (6 juillet 2000)*

Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)*

Décision 520: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Shanghai City Foundation Works Corp. c. Sun Link Ltd. (2 février 2001)*

tribunal arbitral

Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)*

Décision 523: LTA 6 1); 16 3) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Weltime Hong Kong Ltd. et al. c. Ken Forward Engineering Ltd. (6 mars 2001)*

tribunaux

Décision 517: LTA 34 2) b) ii); 35 1); 36 1) b) ii) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Sam Ming City Forestry Economic Co. et al. c. Liu Yuk Lin et al. (6 juillet 2000)*

Décision 519: LTA 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Wuzhou Port Foreign Trade Development Corp. c. New Chemic Ltd. (8 décembre 2000)*

Décision 521: LTA 8 1) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, F. & D. Building Services Engineering Co. Ltd. c. Chevalier (E. & M. Contracting) Ltd. (23 février 2001)*

Décision 522: LTA 8 1) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Paladin Agricultural Ltd. et al. c. Excelsior Hotel (Hong Kong) Ltd. (6 mars 2001)*

Décision 523: LTA 6 1); 16 3) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Weltime Hong Kong Ltd. et al. c. Ken Forward Engineering Ltd. (6 mars 2001)*

Décision 524: LTA 7 1); 8 1) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Leung Kwok Tim c. Building Federal (Hong Kong) Ltd. (17 mars 2001)*

Décision 525: LTA 8 1); 16 1) - *Hong Kong: Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Chambre de première instance, Daily Win Engineering Limited c. The Incorporated Owners of Greenwood Terrace (7 juin 2001)*